

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/N/23/Add.1/Rev.5  
19 octobre 1999

(99-4505)

## Comité des subventions et des mesures compensatoires

### RAPPORTS SEMESTRIELS PRÉSENTÉS AU TITRE DE L'ARTICLE 25.11 DE L'ACCORD

#### Révision

1. Les Membres ci-après ont fait parvenir au Secrétariat des rapports semestriels sur les décisions qu'ils ont prises en matière de droits compensateurs pendant la période allant du 1<sup>er</sup> juillet au 31 décembre 1996: Argentine, Australie, Brésil, Canada, Communauté européenne, États-Unis, Mexique, Nouvelle-Zélande, Venezuela. Ces rapports ont été distribués dans la série de documents G/SCM/N/23/... .

2. Les Membres ci-après ont informé le Comité qu'ils n'avaient pas pris de décisions en matière de droits compensateurs pendant la période considérée:

Afrique du Sud	El Salvador	Malte	Roumanie
Bahreïn	Équateur	Maroc	Singapour
Bolivie	Guatemala	Namibie	Slovénie
Botswana	Honduras	Norvège	Sri Lanka
Brunei Darussalam	Hong Kong	Ouganda	Suisse
Bulgarie	Hongrie	Pakistan	Tanzanie
Burkina Faso	Inde	Paraguay	Thaïlande
Chili	Indonésie	Pérou <sup>1</sup>	Trinité-et-Tobago
Chypre <sup>1</sup>	Islande	Philippines	Tunisie
Colombie	Israël	Pologne	Turquie
Corée <sup>1</sup>	Japon	Qatar	Uruguay
Costa Rica	Liechtenstein	République dominicaine	Zambie
Cuba	Macao	République slovaque	Zimbabwe
Dominique	Malaisie	République tchèque	

3. Les Membres ci-après n'ont pas fait parvenir de rapport au Secrétariat: Angola, Antigua-et-Barbuda, Bangladesh, Barbade, Belize Bénin, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Émirats arabes unis, Fidji, Gabon, Gambie, Ghana, Grenade, Guinée Bissau, Guinée Rép. de, Guyana, Haïti, Iles Salomon, Jamaïque, Kenya, Koweït, Lesotho, Madagascar, Malawi, Maldives, Mali, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Nigéria, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Rwanda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Suriname, Swaziland, Tchad et Togo.

---

<sup>1</sup> Ces Membres ont également indiqué qu'aucune mesure compensatoire n'était en vigueur au 31 décembre 1996.